



Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Direction Générale des Services

Envoyé en préfecture le 28/09/2016

Reçu en préfecture le 28/09/2016

Affiché le

ID : 083-248300493-20160922-C_2016_117-DE

C_2016_117

EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 22 SEPTEMBRE 2016

L'an deux mille seize, le vingt deux septembre à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	58

**Objet de la
délibération:
Programme
d'Actions de
Prévention des
Inondations (PAPI)
de l'Argens et des
côtières de l'Estérel -
Convention cadre**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Jacques LECOINTE pouvoir à Alain CAYMARIS, Raymond GRAS pouvoir à Gilbert GALLIANO, Daniel MARIA pouvoir à Gérard PIERRUGUES, Sophie DUFOUR pouvoir à Serge BALDECCHI, Frédéric MARCEL pouvoir à Christine NICCOLETTI, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Nicole FANELLI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Alain HAINAUT pouvoir à Brigitte DUBOUIS, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Stéphan CERET, Grégory LOEW pouvoir à Sylvie FRANCIN, Jacques MICHEL pouvoir à Francine FIORINI, Christine PREMOSELLI pouvoir à Richard STRAMBIO, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN

ABSENT(S) :

Gilbert BOUZEREAU, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Laure REIG, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le :

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

Il est rappelé que suite aux dramatiques inondations de juin 2010 dans le Var, le Syndicat Mixte de l'Argens (SMA) a été créé le 3 octobre 2014, comme nouvelle structure de gouvernance à l'échelle de l'ensemble du bassin versant de l'Argens (2 700 km² et 75 communes) pour œuvrer dans la gestion intégrée des milieux aquatiques et prévenir les inondations.

Son principal objectif est de porter une politique de gestion globale, cohérente et en phase avec les particularités des territoires qui le composent.

Ainsi depuis sa création, le SMA a travaillé à l'élaboration d'un Programme d'Actions de Prévention des Inondations (dit PAPI complet), dans le prolongement du PAPI d'intention porté par le Conseil départemental du Var. Ce PAPI complet, élaboré à l'échelle global du bassin de l'Argens, était une condition sine qua non pour prétendre à des financements d'Etat pour la mise en œuvre notamment des travaux.

La Commission Mixte Inondation (CMI), réunie le 7 juillet 2016 au Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, a labellisé le PAPI complet de l'Argens et des côtiers de l'Estérel porté institutionnellement par le Syndicat Mixte de l'Argens.

Préalablement à la mise en œuvre de ce PAPI, il convient que le porteur de projet, l'Etat, les financeurs ainsi que l'ensemble des maîtres d'ouvrages concernées par le plan d'actions signent une convention cadre arrêtant le programme d'actions, le plan de financement, ainsi que le calendrier prévisionnel de réalisation.

D'une durée de 6 ans (2016-2022), cette convention cadre présente un plan de 63 actions réparties sur 8 axes d'intervention pour un montant total de 96 M d'€ (ci-jointe en annexe)

- 0 / Organisation, pilotage et suivi de la démarche-animation
- 1 / Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque
- 2 / Surveillance, prévision des crues et des inondations
- 3 / Alerte et gestion de crise
- 4 / Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme
- 5 / Actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens
- 6 / Ralentissement des écoulements
- 7 / Gestion des ouvrages de protection hydrauliques

Le financement du programme d'actions est porté à plus de 50 % par l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse.

Il est à noter, qu'au titre des maîtrises d'ouvrages, la Communauté d'Agglomération Dracénoise porte l'action n°30 intitulée « Dispositif ALABRI en Dracénie » portée dans l'axe 5 « Actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens » pour un montant total de 163 080 €, sur un coût total de l'opération de 543 600 €.

Cette action est subventionnée par l'Etat à hauteur de 217 440 € et par le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur à hauteur de 163 080 €.

Menée de façon identique sur la basse vallée de l'Argens, cette action a pour objectif de faire connaître aux habitants concernés par le risque d'inondation les possibilités techniques et d'aides financières pour réduire la vulnérabilité du bâti, et donc de leur famille, de leur habitat et de leurs biens, puis de les accompagner dans la mise en application.

Pour réaliser cette action, la Communauté d'Agglomération Dracénoise engagera un dispositif visant :

- dans un premier temps, à la réalisation et la prise en charge des diagnostics sollicités par les propriétaires dont les habitations sont situées en zone inondable,
- et dans un second temps, à la participation à la réalisation des travaux préconisés lors des diagnostics.

En conséquence et au vu des avis favorables de la commission des finances du 8 septembre 2016 et de la commission Espaces Naturels, Forêt Prévention des risques du 16 septembre 2016, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- Valider le document, arrêtant le programme d'actions, le plan de financement et le calendrier prévisionnel de réalisation formalisé dans la convention cadre.
- Autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention cadre et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 22 septembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var